

L'EAU

3% des ressources mondiales en eau pour 7% de la population

Dans les pays méditerranéens, les ressources en eau sont limitées et inégalement réparties dans l'espace et le temps, et le changement climatique devrait accentuer l'irrégularité des pluies et diminuer leur volume. En raison de ces précipitations aléatoires et de l'aridité, l'alimentation en eau constitue une contrainte majeure pour l'agriculture.

- ✓ L'agriculture absorbe 63% de la demande en eau totale (42% au nord – 81% au sud et à l'est). D'ici 2030, les surfaces irriguées pourraient augmenter de 38% au sud et 58% à l'est (FAO)
- ✓ 25% de la demande en eau pourrait être économisée par une meilleure gestion (70 km³/a, récupéré sur des pertes de 110km³/an sur une demande totale de 281 km³/an)
- ✓ 24% (190km³), c'est la perte d'eau estimée qu'une meilleure gestion permettrait d'éviter
- ✓ 180 millions de « pauvres en eau » avec moins de 1000 m³ par habitant et par an à l'échelle des pays entiers. Ce chiffre pourrait atteindre 249 millions d'habitants en 2025.
- ✓ 59 millions de personnes en pénurie d'eau (moins de 500 m³)
- ✓ 20 millions n'ont pas accès à l'eau potable (sud et est)
- ✓ L'ensemble des 6 pays (Chypre, Israël, Lybie, Malte, Territoires Palestiniens) est doté de moins de 1% des ressources en eaux naturelles renouvelables.
- ✓ Les ressources naturelles par habitant du Monténégro (>25 000 M³/an) sont 500 fois plus grandes que celles de Gaza, territoire le plus démuné

Pour satisfaire la demande en eau, les stratégies nationales privilégient l'accroissement de l'offre en eau en multipliant les ouvrages de retenue et les forages au risque d'épuiser certaines ressources fossiles, de détruire les nappes aquifères par l'intrusion d'eau de mer, de dégrader la qualité des eaux et des systèmes aquatiques, de réduire les écoulements et de voir régresser les zones humides. Par ailleurs, la durée de vie de nombreux barrages dans les pays du sud et de l'est va être limitée du fait de l'envasement des retenues et seuls quelques pays ont encore un potentiel à exploiter sur le long terme.

La plupart, sinon tous les pays méditerranéens, sont confrontés simultanément à plusieurs questions liées à l'eau: comment gérer durablement leurs ressources hydriques limitées, comment assurer l'accès à l'eau potable aux populations non encore desservies et comment habituer les usagers à des comportements économes en eau.

Le premier constat des travaux menés par le Plan Bleu est que les évolutions des demandes en eau sont incompatibles avec celles des disponibilités.

Le scénario alternatif proposé par le Plan Bleu propose une **meilleure gestion de la demande en eau (GDE) et permettrait d'économiser un quart des demandes**, soit environ 86 km³ en 2025.

L'agriculture représente le plus gros potentiel avec près de 65% du potentiel total d'économies d'eau identifié en Méditerranée avec comme mesures :

- Pertes de transports réduites de moitié
- Efficience pour l'eau d'irrigation portée à 80%
- Modernisation des équipements

L'industrie avec un taux de recyclage portée à 50% permettrait 22% d'économies d'eau.
Et enfin, l'approvisionnement en eau potable urbaine apporterait 13% d'économies par la réduction des pertes des transports et des fuites chez les usagers de moitié pour atteindre respectivement 15% et 10%.

Ces estimations globales sont basées sur des expériences concrètes menées notamment en Tunisie et au Maroc

La **Tunisie** a mis en place une stratégie nationale d'économie d'eau d'irrigation comprenant la création d'associations d'usagers, une tarification ayant permis un recouvrement progressif des coûts et des instruments financiers ciblés pour l'équipement des exploitations agricoles en technologies économes en eau et le soutien des revenus des agriculteurs.
Cette politique a permis, depuis 1996, de stabiliser la demande en eau d'irrigation malgré le développement important du secteur agricole et de sécuriser tant les besoins du secteur touristique, source de devises, que des villes, source de paix sociale.

Au **Maroc**, l'augmentation de la demande en eau dans l'agglomération de Rabat-Casablanca a été sensiblement ralentie depuis quinze ans, et ce, malgré la forte croissance urbaine. Une meilleure gestion de l'eau (réduction des fuites sur réseaux, tarification progressive, comptage systématique, forte sensibilisation des usagers) a permis de retarder, voire d'annuler, certains investissements lourds (barrages, canaux de transfert) initialement prévus dans le plan directeur de 1980, tout en répondant aux besoins. Ces investissements, difficiles à financer sans endettement supplémentaire, pourraient se révéler superflus à terme.

Le passage du scénario tendanciel à un scénario plus durable ne peut se faire que progressivement, à travers des réformes prenant en compte l'objectif de gestion intégrée de la ressource en eau dans toutes les politiques – agricoles, urbaines, industrielles,... - et permettant les moyens financiers de sa mise œuvre.

Les prochaines activités du Plan Bleu dans le domaine de l'eau vont se concentrer sur :

- **la préparation du 5^{ème} Forum mondial de l'Eau qui se tiendra en 2009 en Turquie**
- **la poursuite de ses travaux, notamment sur les économies et politiques de l'eau dans les pays méditerranéens**
- **la poursuite de l'échange de bonnes pratiques entre pays suite au 3^{ème} atelier régional sur la gestion de la demande en eau (mars 2007) et en préparation du 4^{ème} atelier en 2012**